

Déclaration Liminaire CTL du 17 Juillet 2019

Monsieur le Président,

Comme tous vos homologues, au feu vert du ministre Darmanin, vous avez communiqué la carte du nouveau réseau de proximité du département du Var à l'horizon 2022.

Depuis, de toutes parts, des réactions de colère, des états de sidération et des appels de détresse nous parviennent. Les collègues sont littéralement assommés par l'ampleur des dégâts, le réseau est anéanti.

Jamais on n'avait vu une réforme aussi brutale,
Jamais un plan social de cette ampleur n'avait été décliné à la DGFIP,
Jamais on n'avait vu les agents et les cadres autant méprisés.

Cet anéantissement de nos structures nous concerne tous, agents, contrôleurs, inspecteurs, mais aussi vous Mesdames, Messieurs les administrateurs et cadres supérieurs, car quel avenir pour les DDFiP quand on sait qu'il ne restera quasiment plus rien à gérer !

Les cartes mensongères qui ont été présentées aux élus, au public et au personnel reflètent bien la volonté du ministre Darmanin de masquer la vérité et de jeter le trouble.

Demain, des points d'accueil (MASP, MFS) devraient être prêts à recevoir plusieurs milliers d'usagers sans moyens supplémentaires mis à disposition par l'État.

Dire que l'administration sera plus proche du public relève plus de la mauvaise blague que d'une réforme sérieuse et raisonnée.

Bien entendu, vous jouez à la perfection le rôle écrit pour vous par le ministre dans son « Guide » : vous dites "concertation", vous insistez sur "projet", vous annoncez des "antennes" pour calmer le jeu, vous rendez compte.

Vous vous payez même le luxe d'annoncer aux agents une DDFiP stabilisée pour 10 ans !

À un mois près, on se croirait au Marrakech Du Rire ! Ce doit être dû aux initiales !

Mais en même temps, vous évoquez l'important allègement des charges des SIP, par exemple. Et à quoi va aboutir cet allègement ? À des suppressions d'emplois, à des fusions de services et abandons de locaux. Voilà une belle stabilisation !

Il y a un terme qui correspond parfaitement à celui qui joue votre rôle dans cette pièce, terme dont voici la définition : *Celui qui fait l'annonce orale d'un spectacle, dans un style propre à allécher le public, celui qui argumente habilement pour vendre sa marchandise, celui qui tient des propos plus ou moins artificieux dans l'intention de persuader, séduire, tromper...*

Vous avez deviné ? C'est un bonimenteur !

Même notre bon DG croit utile de nous rassurer, pas plus tard que jeudi. C'est dire si l'inquiétude vous guette ! Après avoir dénoncé les méthodes et pratiques antérieures, il annonce même un accueil physique de proximité assuré de manière régulière ! Nous qui croyions n'avoir que des accueils sur rendez-vous évités ! Le grand luxe pour l'usager.

De même, la concentration des tâches de gestion va accroître le confort des agents !

Que c'est beau, d'autant que cette transformation va nous permettre d'exercer des tâches différentes ! Ah, parce que les mutations choisies jusqu'alors aux mouvements locaux ne le permettaient pas ?

Quant à l'exercice de nouvelles responsabilités, de nouvelles et attractives missions... on n'osait même pas en rêver !

Le cas de St Tropez et Grimaud est exemplaire de ce discours de bonimenteur. La Trésorerie de St-Tropez a fermé le 31 décembre 2018 pour fusionner avec celle de Grimaud. L'équipe de Direction a raconté aux agents des trésoreries de St-Tropez et de Grimaud que, grâce à cette opération, on aurait une plus grosse trésorerie qui serait renforcée en nombre d'emplois et donc pérennisée.

6 mois plus tard, le 11 Juin 2019, le DDFiP annonce la fermeture totale de St-Tropez et Grimaud !

Venons-en à ce qui inquiète de nombreux agents : la mobilité forcée !

Eh bien , mon bon peuple, sois rassuré, il n'y en aura pas...

Ce 8 juillet à propos de la fermeture de St-Tropez (et de Grimaud accessoirement) Var Matin cite le DDFiP du Var: *« Il n'y aura pas de mobilité forcée ».*

Pourtant des agents des Finances Publiques sont affectés aujourd'hui à St-Tropez et à Grimaud. En 2022, plus aucun d'entre eux ne pourra y travailler ! Vous engagez-vous à ce que les agents qui souhaitent continuer à travailler à St-Tropez et à Grimaud puissent le faire ?

Appliquons ces belles paroles à un autre exemple précis : dès 2020, de par l'ajustement des périmètres des SIP, des emplois vont se balader de Brignoles à Draguignan et à Fréjus. Les agents concernés, qui ne voudraient pas suivre les missions transférées, auront-ils l'assurance de leur maintien sur la commune d'exercice actuel de leur activité, et ce malgré les nouvelles règles d'affectation ?

Rien n'est moins clair dans le tract du DG. Mais il semble que les agents concernés par un changement de poste (sans précision de l'acceptation ou pas de la mobilité) seront reçus en Direction (peut-être pour transformer une mobilité subie en une mobilité choisie !)...

Il va donc falloir apporter des précisions aux agents.

Venons en au dialogue : quelle en est la teneur avec les élus ? En interne, c'est un simulacre : peu d'arguments face aux dénonciations des suppressions d'emplois à venir (en 2023 y aura plus de TH !), sur les discussions métier, le Directeur annonce des chiffres parfois inexacts et réfute ceux des agents, il en ressort chez ces derniers un sentiment très "mitigé" (j'ai fait euphémisme 1ère langue) !

Quant aux agents et leurs organisations syndicales, c'est la dernière roue du carrosse :

D'abord, mécontent des banderoles et affichages qui fleurissent sur les murs de nos CFP, vous avez donné des ordres aux chefs de services pour enlever les affiches syndicales qui pourraient être apposées hors des panneaux d'affichage,

Mieux, vous demandez aux chefs de service de jouer le rôle de délateurs en assistant aux HMI et en vous en faisant le retour.

Quand vous allez dans les services, c'est un monologue où les agents doivent écouter la bonne parole. Si par malheur des agents contestent, ils subissent vos foudres. Ce fut le cas à St Tropez ce 4 juillet où vous avez tenté à 3 reprises de faire sortir quelqu'un qui intervenait sur la situation future des agents et contre la fermeture du site.

Mais d'autres réunions se tiennent en présence d'autres Directeurs, qui adoptent peu ou prou le même type de comportement, s'emportant dès que quelqu'un conteste ou pose des questions gênantes.

Quant aux représentants du personnel, pas de CTL ad hoc, contrairement à de nombreuses autres directions, plus de réunions informelles, quel sens du dialogue !

Il en résulte que, pour les élus Solidaires, FO, et CGT Finances Publiques, il n'existe pas de concertation digne de ce nom qui soit tenue dans la période estivale. Il s'agit bel et bien d'un passage en force, montre en main, pendant les congés.

Pour tenter d'anesthésier les agents et les élus, la direction générale ne veut pas nous laisser trop de temps pour réfléchir. Pour ce faire, le kit de communication est réglé presque à la minute, et livré clé en main aux directeurs locaux.

Mais nous vous rejoindrons sur un point : ces cartes ne sont pas définitives !!

Moins du fait de la pseudo-concertation annoncée que par les évolutions ultérieures ou la montée en puissance de chantiers connexes :

- condamnation des SIP par la mise en place du PAS, de la dispense de déclaration et de la suppression de la TH,
- regroupement de SIE alors que les allègements d'impôt sur les sociétés se poursuivent, que le prélèvement de la TVA par les banques ou les plate-formes est envisagé et qu'une agence unique de recouvrement est à l'étude.
- externalisation de missions (transfert du plan cadastral à l'IGN)
- sans oublier bien sûr la suppression du numéraire à compter du 01 juillet 2020 !

Nos Organisations Syndicales dénoncent le mépris du Ministre et du Directeur Général envers les agents. Le nouveau réseau de proximité (NRP) n'est qu'un prétexte à un accroissement des suppressions d'emplois. La DG en laissant volontairement des chaises vides cherche à accroître le mal-être des personnels pour justifier ainsi les restructurations. Les Finances Publiques ont déjà payé un trop lourd tribut et participé activement au désendettement de la France par une réduction massive des effectifs depuis 15 ans et la fermeture de centaines de services, sans qu'aucun bilan chiffré n'ait été publié sur les éventuelles économies réalisées.

Est-ce à dire que tout ceci n'a servi à rien ? On peut le croire.

Solidaires Finances Publiques, F.O.-DGFIP et CGT Finances Publiques revendiquent plus que jamais le retrait de ce plan Darmanin de destruction de la DGFIP ainsi que celui de la loi Fonction publique qui seule rend possible une telle liquidation !

Vous allez nous répondre que ces sujets sont d'ordre nationaux et donc en dehors de votre compétence, bien que vous soyez le loyal maître d'œuvre de la géographie revisitée dans le Var !

Mais pourquoi cette industrialisation anticipée des tâches dans les SIP, où vous mettez en œuvre des services de pure gestion, et dans les SIE, où vous fusionnez les IFU ? Avez-vous déjà prévu le nombre d'emplois à supprimer du fait de ces restructurations ?

Qu'allez-vous donner comme garanties aux agents qui se retrouvent dans ces fusions et ajustements de périmètres, sachant qu'au 1^{er} janvier 2020, les affectations seront départementalisées ?

Quel est le motif de cette privatisation rampante de nos missions ? Que vont devenir les agents chargés de la gestion de l'OPH terre du Sud Habitat ?

Et enfin, pourquoi mettre en œuvre le RCT à Toulon alors que nous n'avons toujours pas eu de bilan de cet accueil soit disant rénové, et que les derniers témoignages d'agents dans cette même salle concernant ce sujet étaient nettement négatifs ?

Pourquoi poursuivre des réformes à la petite semaine alors que vous vous vantez de vouloir engager une démarche différente, privilégiant une réflexion globale, pluriannuelle, concertée ?

Les SIP de Toulon ont connu en très peu de temps un projet de fusion de 4 en 2 puis de 2 en 1 SIP. Les agents se sont impliqués. Cela ne s'est pas fait sans difficultés, Alors qu'allait s'engager la 2^e phase de fusion, la Direction annonce tout autre chose, la mise en place d'un SIP Toulon intra-muros et le rattachement des communes extérieures à Hyères et à La Seyne.

Cela provoque également d'énormes inquiétudes et de nouvelles projections pour l'avenir proche de chacun, Mais au lieu de préparer ce projet, vous persévérez à vouloir désorganiser les services avec une mise en place d'un RCT dont le contour sera très

rapidement remis en cause. Où est la réflexion globale ? Vous privilégiez donc une réflexion ciblée, annuelle et sans projection.

Nous vous demandons de reporter la mise en place de l'accueil généraliste sur les SIP de Toulon Ouest et de Toulon Est.

Nous vous demandons de suspendre toute décision concernant la réorganisation des secteurs d'assiette, les ajustements des périmètres des SIP et SIE de Brignoles, Draguignan et Fréjus.

Vous voulez de la concertation?

Alors, faites le nécessaire pour que celle-ci ait lieu, cessez les coups de force et les intimidations.